

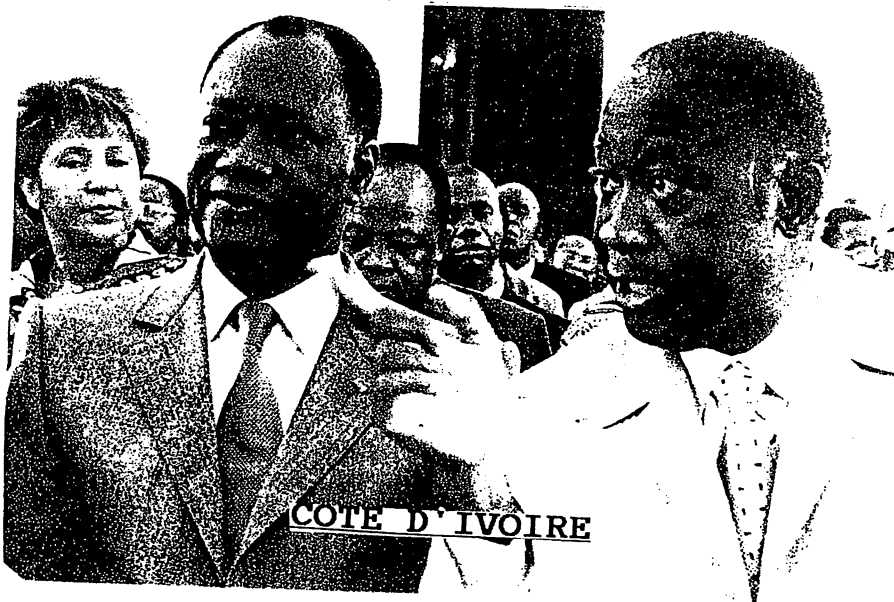
# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 28 DECEMBRE 2001 N° 289 PRIX 0,60 Euro (4 F)



**ILS SE SONT RECONCILIES  
MAIS ILS SONT TOUJOURS  
CONTRE LES TRAVAILLEURS  
LES PAYSANS, LES PAUVRES**

SOMMAIRE AU VERSO

**S O M M A I R E****é d i t o r i a l**

Page 2  
Editorial

**COTE D'IVOIRE**

Page 5  
Mali: Le faux  
suspense sur la  
succession de Konaré

**ILS SE SONT RÉCONCILIÉS  
MAIS ILS SONT TOUJOURS  
CONTRE LES TRAVAILLEURS  
LES PAYSANS, LES PAUVRES**

Page 6  
Wade-Niasse: "Je te  
tiens, tu me tiens  
par la barbichette"

"Ils ont sablé le champagne chez Gbagbo" -  
titrait "Notre Voie" après la clôture du Forum pour  
la réconciliation. Gbagbo, Ouattara, Guéi et  
Mesdames se sont en effet tous retrouvés, autour  
d'une table bien dressée pour fêter leur  
réconciliation après trois mois de conciliabules et  
de marchandages. Seul Bédié a boudé les agapes,  
ainsi que la cérémonie de clôture de l'Hôtel  
Ivoire, bien que Gbagbo se soit déplacé en personne  
la veille pour le convier. A ce qu'il paraît, Bédié  
ne voulait pas s'asseoir à côté de son tombeur  
Guéi. Susceptible, oui, mais pas en désaccord  
politique: Bédié approuve la "réconciliation",  
comme les autres, ceux que Gbagbo, dans son  
discours de clôture, a qualifié de "quatre doyens"  
de la Côte d'Ivoire.

Page 10  
Anciens combattants:  
Le mépris de  
l'ancienne puissance  
coloniale

Page 11  
Trafics et exploita-  
tion d'enfants: Le  
capitalisme, c'est  
aussi cela

Page 13  
Non aux massacres de  
la population  
palestinienne

Gbagbo peut être content, l'issue du Forum est  
un succès politique pour lui car il signifie que  
ses trois rivaux reconnaissent son élection. La  
pression des milieux d'affaires, la pression des  
"bailleurs de fonds" étrangers et des grandes  
puissances tutélaires a été assez forte pour que  
les quatre crocodiles qui se disputent la même mare  
depuis la mort de Houphouët acceptent un compromis,  
afin que la situation politique se stabilise et que  
les affaires puissent redémarrer. Oh, cela ne règle  
pas définitivement leur conflit qui peut ressurgir  
à n'importe quelle occasion, dès que l'un ou  
l'autre des quatre larrons estimeront que leurs  
intérêts, ceux de leurs clans politiques respectifs  
sont menacés et au plus tard, aux prochaines  
élections présidentielles.

**ABONNEMENT**  
**FRANCE:**

1 an: 13 Euros (85 F)  
Le paiement se fait  
uniquement en liquide  
ou en timbres-postes  
courants.

**ETRANGER :**

Même tarif mais  
uniquement en cou-  
pons-réponses inter-  
nationaux.

**ADRESSE :**

DUFEAL-COMBAT OUVRIER  
Pour le PAT B.P. 42  
92114 -CLICHY Cedex

Contrairement à ces Messieurs et Dames du  
sommet de l'Etat, personne dans la population  
laborieuse n'a sablé le champagne en ce jour de  
réconciliation. Pour cette bonne raison déjà qu'une  
bouteille de ce breuvage, même de qualité médiocre,  
coûte au bas mot l'équivalent de dix jours de  
salaire d'un ouvrier manoeuvre. Et pour beaucoup de  
paysans pauvres et même pour beaucoup d'habitants  
des quartiers pauvres d'Abobo ou de Koumassi, non  
seulement le champagne, mais même de l'eau potable  
à domicile est un luxe inaccessible.

Au-delà de cet aspect, est-ce que les classes laborieuses ont des raisons de se réjouir de cette réconciliation et de ce qu'elle annonce?

Sur le plan social, certainement pas. Les travailleurs, les chômeurs, les paysans pauvres ont eu l'occasion de subir, Bédié et Guéi en tant que président de la République et Ouattara, en tant que Premier ministre de Houphouët. Ils subissent aujourd'hui Gbagbo. Aucun des quatre n'a gouverné en leur faveur. Aucun des quatre n'a changé un tant soit peu leur sort. Aucun n'a diminué la misère profonde des classes populaires. Qu'ils soient séparés ou qu'ils soient ensemble et par delà leurs étiquettes politiques respectives, lorsqu'ils sont au gouvernail, ils gouvernent au profit des classes riches de cette société, au profit de la bourgeoisie ivoirienne et internationale.

Les classes laborieuses auraient-elles au moins des raisons de se réjouir de ce que la "réconciliation" des quatre mettra un coup d'arrêt à la montée de l'ethnisme? Car c'est précisément la lutte pour consolider la succession de Houphouët qui a poussé Bédié à miser sur la démagogie xénophobe et ethniste pour écarter Ouattara, c'est la lutte pour le pouvoir qui a amené Gbagbo à reprendre à son compte les pires saletés ethnistes, avec la complicité non seulement de Guéi au temps de son passage au pouvoir, mais aussi de Ouattara, même si le rapport de force a fait que ce dernier en est devenu la principale victime politique.

Leur réconciliation signifierait au moins la fin de la montée ethniste? Si c'était le cas, ce serait au moins cela, car c'est principalement la population laborieuse qui avait eu à souffrir des affrontements ethniques. C'est principalement dans les quartiers pauvres que l'ethnisme montant empoisonne la vie. Et c'est sur les classes populaires que pèse la

menace la plus grave au cas, dramatique, où l'aggravation des affrontements ethniques conduirait à une situation à la Libéria ou à la Rwanda.

Malheureusement, même sur ce terrain, il n'y a pas grand'chose à espérer des suites du Forum de réconciliation.

D'abord parce que les prétendants au pouvoir n'ont pas abandonné leurs ambitions et s'ils écartaient momentanément la démagogie ethniste de l'éventail des moyens qu'ils utilisent pour se combattre, ils peuvent s'en resservir du jour au lendemain. Mais surtout, quels que soient les rapports qu'ils affichent au sommet, ils ont mis en place et laissé un certain nombre de bombes à retardement qui peuvent exploser et qui exploseront inévitablement.

A commencer par le problème foncier rural. Après des décennies où la terre appartenait à la collectivité et de fait, à celui qui la cultivait, sans tenir compte ni de sa nationalité, ni de ses origines ethniques, l'assemblée avait voté à l'unanimité en 1998 la nouvelle loi foncière dont la responsabilité politique appartient conjointement à Bédié, et à Gbagbo. La nouvelle loi fixe comme principe, d'une part, que la terre rurale appartient aux autochtones et de l'autre, qu'elle ne peut pas être vendue.

Cette loi aurait pu avoir pour objectif de défendre les petits cultivateurs contre les visées des grandes plantations, des groupes capitalistes, étrangers ou ivoiriens, désireux de se constituer de grandes propriétés foncières. Mais elle n'a pas été faite pour cela. Elle est destinée à déposséder les cultivateurs burkinabé, venus de gré ou de force pour pallier l'insuffisance de la main-d'oeuvre rurale et à qui on avait alors concédé des lopins pour qu'ils puissent survivre. Certains

cultivent la terre sur laquelle ils sont installés depuis des décennies. Grâce à la nouvelle loi, il suffit à n'importe qui, même à un bourgeois citadin, d'invoquer ses origines pour faire déguerpir une famille paysanne. Mais cette loi peut être aussi utilisée contre les paysans baoulés installés dans des régions bété ou guéré.

Cette loi fera que les conflits fonciers prendront inévitablement une tournure xénophobe et ethnique. Plus la pauvreté montante dans les campagnes, ou simplement la spéculation foncière, accroîtra la soif de terre, plus il y aura d'affrontements ethniques.

Les dirigeants politiques qui ont élaboré cette loi ou qui l'ont voté lèveront alors les bras en signe d'impuissance. Mais ce sont eux qui ont monté les mécanismes qui conduiront aux affrontements.

L'infection ethniste de

l'appareil d'Etat lui-même, des policiers, des militaires, est une autre bombe à retardement. Ouattara peut sabler le champagne avec Gbagbo, qu'est-ce que cela changera pour les Dioulas des quartiers pauvres qui subissent les vexations de policiers ethnistes ou les exactions des brutes du FPI?

Alors, ne nous fions pas à leur réconciliation. Ne les laissons pas propager le poison ethniste dans nos rangs.

Nous n'avons pas à nous diviser en quatre camps, chacun derrière l'un ou l'autre des quatre prétendants au pouvoir. Ils sont tous nos ennemis car ils sont tous les quatre dans le camp des riches, des bourgeois, des gros possédants. Notre camp, c'est celui des travailleurs, de ceux qui n'ont que leur travail pour vivre et qui sont condamnés à crever de misère s'ils n'ont pas de travail ou de l'exploitation, s'ils en ont un.

#### COTE D'IVOIRE

### **LES ORDURES NON RAMASSÉES CONSTITUENT UNE MENACE POUR LA SANTÉ PUBLIQUE**

Depuis le 26 novembre dernier, la perle des lagunes croule sous des tas d'ordures non ramassées. La raison en est que la population d'Akouédo en a assez de 35 ans de coexistence avec la décharge publique riche d'un million de tonnes de déchets par an. Ce sont donc les jeunes de ce village qui ont fini par dresser des barrages pour empêcher les camions-bennes de s'approcher de la décharge. Plusieurs jeunes ont été blessés gravement dans les affrontements avec les forces de l'ordre. Le pont bascule ainsi que des engins ont été endommagés.

Les habitants d'Akouédo ont raison de refuser de continuer à vivre à proximité de la déchetterie. Celle-ci prend une ampleur inquiétante sans que les autorités

n'envisagent de trouver une solution à ce problème. Beaucoup de gens de ce village sont malades et le taux de mortalité infantile est élevé pendant que l'espérance de vie ne cesse de baisser. Avec l'extension de la décharge, ce sont les terres cultivables et lotissables qui rétrécissent.

Pour rassurer les populations locales concernées, les différents gouvernements qui se sont succédé n'ont pas été avarés en promesses; elles n'ont jamais été tenues. Chacun estimant ne pas être tenu par les engagements de son prédécesseur. C'est ainsi que des lotissements ont été promis, ainsi qu'un réseau de voies de communication nécessaire à l'aménagement urbain. Un centre médical et différents aménagements annoncés, n'ont jamais connu l'ombre

d'un début de réalisation. Il a été également question que les ordures déversées soient au préalable traitées afin de réduire leur capacité de nuisance.

Les années ont passé et les promesses sont restées en l'état au mépris de la santé des populations. Celle des villageois limitrophes, bien sûr, mais aussi celle des habitants des communes populaires que sont Adjamé, Abobo et Yopougon dont les marchés et leurs abords croulent littéralement sous des montagnes d'immondices en décomposition sous les effets alternés de la pluie et du soleil.

Les quartiers riches sont préservés d'un tel spectacle. D'abord la concentration humaine y est infiniment moindre. Ensuite des charrettes de petits ramasseurs se chargent de collecter régulièrement les poubelles des privilégiés moyennant des sommes modiques. Ces sacs poubelles sont ensuite déversés un peu plus loin vers des sites

limitrophes quitte à ce que ce soit à proximité des quartiers défavorisés.

Le ministre de l'environnement a annoncé à la radio, à la télé et à la presse avant la mi-décembre que la situation allait rentrer dans l'ordre puisqu'il prétendait avoir obtenu un arrangement avec les représentants du village d'Akouédo.

Sur quelles bases et quels nouveaux arrangements? Il s'est bien gardé de fournir des réponses précises. D'ailleurs, les journalistes qu'il a convoqués, l'ont épargné de questions embarrassantes. En attendant, le ramassage n'a toujours pas commencé; et même quand ce sera le cas, il faudrait plusieurs semaines pour débarrasser les quartiers populaires et les marchés des montagnes en putréfaction.

Les autorités ne semblent pas réaliser que le choléra et la fièvre typhoïdique sont une menace réelle pour la santé publique.

## MALI

### **LE FAUX SUSPENSE SUR LA SUCCESSION DE KONARE**

Il paraît que ça se bouscule dur au sein de l'ADEMA, le parti de l'actuel président Konaré, pour être désigné comme le futur candidat à la succession de ce dernier lors de la prochaine élection présidentielle prévue pour mai 2002.

En principe Alpha Konaré ne se représentera pas car la constitution actuelle limitant le nombre de mandat ne le lui autorise pas. Mais rien ne l'empêche de faire comme son voisin et ami, le général Lansana Konté de la Guinée qui a fait modifier la constitution à sa convenance personnelle. Mais apparemment, Konaré a décidé de partir, en tout cas il l'a dit. Mais il n'a pas désigné son "dauphin" au sein de son parti. Du coup chacun

des dirigeants les plus en vue lorgnent vers le poste bientôt vacant.

L'ancien premier ministre Ibrahim Boubacar Keïta, sentant qu'il n'avait aucune chance au sein de l'ADEMA, a déjà quitté le navire il y a quelques mois pour créer son propre parti politique, Alternative 2002.

Quant au général Amadou Toumani Touré, le tombeur de l'ancien dictateur Moussa Traoré, il laisse planer le doute sur son éventuelle participation à ces élections. Tout dernièrement il a effectué une tournée à Paris. Etait-ce pour tâter le terrain et éventuellement prendre des consignes auprès des dirigeants de l'ancienne puissance coloniale,

ceux qui détiennent en dernier ressort le sort des hommes politiques au Mali?

En tout cas, les travailleurs et les petits paysans maliens qui souffrent de l'exploitation et de la

misère n'ont rien à attendre de ce faux suspense à propos de la succession de Konaré. Car celui qui se hissera à ce poste ne sera rien d'autre que le serviteur attitré des intérêts des possédants, à commencer par ceux de l'impérialisme français.

### L'EXCISION

#### **UNE PRATIQUE RETROGRADE**

Le 7 décembre dernier le gouvernement français a accordé le droit d'asile à un couple de maliens vivant à Kayes parce qu'il a subi des exactions de sa communauté très proche pour avoir refusé de faire exciser leur fille. Cette famille malgré les pressions de son milieu, n'a pas voulu se soumettre à cette vieille tradition d'un autre temps. A cause de cela, ce couple été rejeté par cette communauté; il en est même exclu à cause de sa détermination.

Contrairement à certains pays d'Afrique comme le Sénégal, au Mali il n'y a aucune législation qui condamne l'excision. Certes il existe des campagnes d'information à ce sujet, mais l'Etat n'a pas pris la peine d'imposer des mesures pour protéger les petites filles. Et d'ailleurs c'est la même chose concernant la polygamie ou le

mariage forcée.

Si cette famille a pu obtenir le droit d'asile c'est grâce à une association qui milite pour le droit des femmes en Afrique : le Groupe des femmes pour l'abolition des mutilations sexuelles.

Evidemment si le cas de cette famille est résolu, il ne faut pas oublier que dans pas mal des pays d'Afrique des millions de jeunes filles continuent de subir les conséquences de cette traditions dégradante avec la complicité des gouvernements. Même là où des lois interdisant ces pratiques existent, les autorités locales n'agissent que sous la pression des organisations humanitaires ou des associations de femmes contre l'excision qui se démènent pour résoudre les problèmes au cas par cas.

### SENEGAL

#### **WADE-NIASSE : "JE TE TIENS TU ME TIENS PAR LA BARBICHETTE"**

Après avoir demandé une poursuite judiciaire pour "diffusion de fausses nouvelles" contre Moustapha Niasse, son ancien premier ministre et la levée de son immunité parlementaire, Aboulaye Wade vient de retirer sa plainte. L'affaire a été paraît-il réglée à l'amiable, "à la demande des chefs religieux et aux démarches de la Société civile", précise hypocritement un communiqué officiel émanant de la présidence.

De quoi s'agit-il au juste?

Lors d'un meeting tenu le 11 novembre dernier dans la région de Kaolack, Niasse avait déclaré qu'une somme de 6 milliards de francs CFA avait été détournée de la SONACOS (Société Nationale de Commercialisation des Oléagineux) au profit de la "coalition Sopi", c'est-à-dire du parti de Wade et de toute la mouvance actuellement au pouvoir, pour financer la campagne des législatives anticipées du 29 avril 2001. Dès le lendemain, un haut dirigeant du PDS annonça qu'il

allait intenter des poursuites contre Niasse. Plus tard, c'est Wade en personne qui déclarait qu'il allait traduire en justice son ancien premier ministre. Une procédure de levée d'immunité parlementaire a été mise sur pied contre ce dernier. Puis, coup de théâtre : cette affaire à peine commencée est déjà rangée dans les tiroirs.

Chacun des deux protagonistes a, semble-t-il, mis de l'eau dans son vin. Niasse aurait fini par reconnaître "n'avoir formulé que des questions sur les raisons du retrait des 6 milliards" et Wade saisit la balle au bond en disant que puisqu'il y a "dénégation" et puisque les chefs religieux le lui demandent, il arrête la poursuite judiciaire.

Cet épisode politico-judiciaire illustre la gué-guerre que se livrent ces deux complices néanmoins rivaux. Rappelons que Moustapha Niasse, avant de fonder l'AFP, était un haut dignitaire du PS de l'ancien président Abdou Diouf. Il avait été premier ministre de celui-ci pour une courte période et ministre des affaires étrangères. Il faisait partie du cercle restreint de ceux qu'on appelait les "barrons" du PS. Certains disaient qu'il était même le "dauphin" officieux de Diouf. Il se voyait déjà au palais présidentiel. Mais, malheureusement pour lui, Diouf avait désigné Tanor Dieng comme "dauphin". Du coup, les

ambitions présidentielles de Niasse sont tombées à l'eau.

C'est alors que, à quelques mois des élections présidentielles de mars 2000, il claqua la porte du PS pour fonder son propre parti dont une grande partie des adhérents provenait des déçus du PS. Il négocia une alliance électorale avec Wade pour le deuxième tour des élections présidentielles en échange d'un poste de premier ministre et quelques ministères pour les siens. Cette relation idyllique prit fin à quelques mois des élections législatives de l'année dernière. Et depuis, Niasse ne cesse de croiser le fer avec son ex-complice de président.

En tous cas, lorsque Niasse accuse Wade et ses partisans d'avoir mis la main dans le sac, il doit savoir probablement de quoi il parle car lui-même, après avoir passé une grande partie de sa vie politique au pouvoir, doit connaître toutes les ficelles pour s'enrichir au crochet de l'Etat. Et il ne s'en est pas privé. Il ne se cache d'ailleurs pas d'être un "homme d'affaires" très riche. Il est fort probable que ceux qu'il accuse aujourd'hui de puiser dans les caisses publiques doivent détenir eux-aussi des "dossiers" bien épais le concernant et pourraient le sortir en cas de besoin. Et c'est probablement la crainte de cet étalage de linge sale en public qui a fait qu'ils ont choisi "amicalement" de clore ce dossier encombrant.

## SENGHOR

### **LA DISPARITION D' UN VALET DE L' IMPERIALISME FRANÇAIS**

L'ancien président sénégalais Léopold Sédar Senghor est mort le 20 décembre, à l'âge de 95 ans dans sa propriété en Normandie, où il résidait après avoir quitté le pouvoir depuis le 31 décembre 1980.

Que n'a-t-on pas entendu comme éloges venant des dirigeants

politiques français comme de leurs protégés d'Afrique ? Chacun y est allé de son couplet dithyrambique. Pour les uns ce fut un personnage hors du commun, un "génie politique universel", un "sage", un "humaniste", un "visionnaire" ; pour les autres il est à comparer avec de

Gaule, voire Jules César, etc.

Même certains de ceux qui se disaient jadis adversaires politiques de Senghor n'ont pas été du reste pour lui rendre hommage. A commencer par Abdoulaye Wade qui a carrément décrété un deuil national de 15 jours au Sénégal, supprimant par la même occasion un certain nombre de festivités.



Senghor-Pompidou

Majhemout Diop, l'ancien leader du PAI (Parti Africain de l'Indépendance), qui se réclamait partisan des idées de la lutte de classes et qui qualifiait Senghor d'être à la solde de la bourgeoisie, trouve aujourd'hui que finalement leur idées étaient "complémentaires" ; "...nos désaccords, dit-il, se situaient fondamentalement au niveau de la méthode" pour l'accession à l'indépendance. Amath Dansoko, autre ex-dirigeant du PAI ayant mangé à tous les râteliers, dira même que c'est Senghor qui finit par avoir raison de ses adversaires.

Celui que tout ce beau monde s'accorde à qualifier de "démocrate" fut pourtant pendant plusieurs années un partisan du parti unique comme tous les dirigeants africains issus de la

période des indépendances. Après avoir bénéficié d'un coup de pouce de l'ex-puissance coloniale pour se hisser au pouvoir, il mit Mamadou Dia, l'ancien président du Conseil, en prison après l'avoir accusé de tentative de coup d'Etat le 17 décembre 1962. Celui-ci croupira durant 12 années dans la prison de Kédougou pour n'être libéré qu'en 1974 lors du début du semblant d'ouverture politique.

Ce n'est qu'à partir de 1974 que Senghor acceptera l'existence d'un parti d'opposition en autorisant Wade issu du même de l'UPS (ancêtre du PS) à fonder le PDS. Il faudra attendre jusqu'au milieu de l'année 1976 pour qu'un semblant de multipartisme limité à trois fut instauré avec la reconnaissance du PAI de Mahjemout Diop.

Avant de quitter le pouvoir, il prit bien soin d'asseoir son "dauphin" et ancien premier ministre Abdou Diouf au palais présidentiel, sans y avoir été élu. Ce dernier accorda par la suite le droit d'existence à tous les autres partis politiques mais se débrouilla, grâce au magouillage et au tripatouillage des urnes à rester au palais jusqu'en 2000.

Jusqu'aujourd'hui, le Sénégal est resté très lié à l'ex-puissance coloniale. Toute son économie dépend de la France. Celle-ci y a une base militaire qui lui permet d'intervenir lorsque ses intérêts sont menacés dans la région ou pour venir au secours d'un de ses valets locaux.

Avec la mort de Senghor c'est un ancien fidèle serviteur de l'impérialisme français qui disparaît.



SENEGAL**UN HOMME D'AFFAIRE VEREUX  
EN TAULE**

Un certain Cheikh Tall Dioum, propriétaire de plusieurs entreprises au Sénégal, notamment dans l'agro-alimentaire et la presse, est écroué à la prison de Rebeuss depuis le 29 novembre dernier. Il est accusé de fraude douanière portant sur 678 millions de francs CFA.

Durant des années, cet homme que certains milieux dakarois surnommaient "le Golden Boy", importait du sucre pour une de ses sociétés de boissons et de glace. Mais jusqu'ici il avait bénéficié d'appuis lui permettant de passer frauduleusement les marchandises sans payer les taxes douanières. Habib Thiam, l'ancien premier ministre de Diouf, était parait-il un de ses parents. Ce "piston" lui avait permis d'obtenir entre autres, un important prêt financier garanti par le Fonds de Promotion Economique placé sous l'autorité de l'ex-premier ministre. L'homme d'affaires s'était alors lancé dans toutes sortes de "business". Il était même en train de monter sa chaîne de télévision privée. Ses "dettes accumulées" s'élèveraient à 11 milliards de francs CFA. Il s'est enrichi pas seulement en volant les caisses de l'Etat mais aussi en exploitant les travailleurs de ses multiples sociétés en leur versant des salaires de misère.

Aujourd'hui il est sous les

verrous. Il risque dit-on "trois à cinq ans de prison", c'est-à-dire pas grand chose comparée à la somme volée. Et il n'est même pas dit qu'il fera cette peine ni qu'il sera jugé publiquement car beaucoup de grosses légumes sont probablement trempées dans cette affaire, à commencer par l'ancien premier ministre.

Wade n'a pas l'intention d'éclabousser son prédécesseur. Il a déjà dit plusieurs fois qu'il ne poursuivrait pas en justice ni l'ancien président Diouf, ni "ses proches" même s'il s'avérait qu'ils avaient détourné des fonds publics. C'est pour cela que jusqu'ici à part quelques boucs émissaires comme l'ancien chef des douanes ou l'ex-président de la Loterie Nationale, pas grand monde n'a été inquiété. Même ceux-là, on les a écartés et écroués pour un laps de temps sans commune mesure avec la gravité des délits et sans même qu'on leur demande de rembourser ce qu'ils ont volé.

L'arrestation de cet homme d'affaires véreux sera une occasion de plus pour Wade de faire croire qu'il lutte contre la corruption et la malversation. Les travailleurs dont les récentes mesures anti-sociales du gouvernement ont déjà délesté leur porte-monnaies, n'en seront pas dupes.

SENEGAL**L'AGE DE LA RETRAITE PORTE  
DE 55 A 60 ANS EST PRESENTE  
COMME UN PROGRES !**

Le 3 décembre dernier après une négociation avec les syndicats, le gouvernement a annoncé comme un cadeau de fin d'année, le fait que l'âge de la retraite qui était

jusqu'ici de 55 ans a été porté à 60 ans. Cette réforme a été présentée aussi bien par le représentant du gouvernement que par ceux des syndicats comme allant dans le sens

des revendications des salariés du secteur public.

Il est vrai que lorsque les petits fonctionnaires arrivent à l'âge de la retraite, les pensions sont tellement misérables qu'un certain nombre d'entre eux préfèrent continuer à travailler et toucher leur petit salaire plutôt que de partir à la retraite et vivre dans la misère. Mais pour oser présenter ce recul comme un progrès, il faut vraiment être cynique. Car si les retraités sont dans la misère, ce n'est pas l'âge de la retraite qui est en cause mais plutôt les pensions et les salaires qui sont trop bas qu'il faut augmenter!

Le premier à s'être félicité de ce prolongement du temps de travail est Mademba Sock, dirigeant de l'UNSAS (Union Nationale des Syndicats Autonomes du Sénégal) qui se présente volontiers comme

l'interlocuteur privilégié de Wade. Pour lui il s'agit d'"un acquis sur l'âge de la retraite".

Rappelons que Mandemba Sock avait été mis en prison, avec d'autres grévistes, par Diouf à la suite de la violente grève de la Sénélec (Electricité) en 1998. Il avait été libéré quelques mois plus tard et s'était présenté à l'élection présidentielle de février-mars 2000. Au deuxième tour, il avait appelé à voter pour Wade. En guise de remerciement, ce dernier le propulsa à la tête de l'Agence sénégalaise de l'électrification rurale, un poste taillé sur mesure. Depuis, il a deux casquettes : celui du PDG et celui du dirigeant du syndicat UNSAS. Quel os supplémentaire à ronger Wade a-t-il offert à lui ainsi qu'aux autres dirigeants syndicaux pour s'être aplatis de la sorte et oser se féliciter d'un tel "acquis" ?

## **LE MEPRIS DE L'ANCIENNE PUISSANCE COLONIALE ENVERS SES ANCIENS COMBATTANTS**

Après des décennies de réclamations des anciens combattants étrangers, le Conseil d'Etat français a finalement décidé le 30 novembre dernier d'aligner les pensions des anciens militaires d'origine étrangère sur celles des militaires français.

En effet en novembre 1959, le gouvernement français avait décrété une loi discriminatoire qui permettait de geler l'évolution des pensions versées aux anciens combattants, à partir de la date d'indépendance de leur pays d'origine.

C'est à la suite de cela qu'un militaire sénégalais, Amadou Diop, engagé dans l'armée française de 1937 à 1959, réclama à l'Etat français, le paiement et la revalorisation de sa pension militaire. Evidemment depuis plus de quarante ans, le gouvernement

français n'a jamais donné satisfaction à cette réclamation. On pourrait croire qu'il a attendu que pas mal de ces anciens combattants ne soient plus de ce monde pour revoir sa copie. Néanmoins, pour le moment cette situation concerne environ 85.000 anciens combattants, essentiellement d'Afrique. Par ailleurs pour ceux qui sont décédés, les veuves et leurs enfants pourraient également être concernés, mais rien n'est acquis pour eux. L'estimation de ce que l'Etat français doit à ses anciens militaires est de l'ordre de 10 milliards de francs si celui-ci acceptait de payer rétroactivement ce qu'il devait à ceux d'entre eux qui sont encore en vie.

Ainsi pendant plus de quarante ans, lorsqu'un ancien soldat français touchait environ 2800 F de retraite, la pension d'un retraité algérien était de l'ordre de 400 F

et 673 F pour un guinéen.

L'armée coloniale française était constituée des tirailleurs d'abord sénégalais, et après il y a eu des tirailleurs d'origines diverses. Lors de la première guerre mondiale, ils étaient environ 75.000. Plus de la moitié étaient des sénégalais. L'impérialisme les utilisait pour défendre ses propres intérêts comme chairs à canon lors des guerres mondiales. Des dizaines de milliers sont morts sur le champs de bataille. En même temps il les utilisait comme troupe de choc pour la répression contre les peuples opprimés dans ses colonies et leur faisait effectuer ses basses besognes.

L'Etat colonial était tellement méprisant envers ses propres soldats des colonies, qu'il avait eu à faire

face à leurs révoltes pour le paiement de leur solde. C'est le cas des tirailleurs sénégalais dans le tristement célèbre camp de Thiaroye, près de Dakar, après la démobilisation de la deuxième guerre mondiale. Ces soldats n'avaient pas touché leurs soldes depuis quatre ans. Ils durent déclencher une mutinerie pour se faire entendre. L'Etat français les réprima sans hésiter et massacra une grande partie des insurgés.

Pour le cas des anciens combattants en retraite, il a fallu que leur association continue de réclamer et que la Cour administrative d'appel intervienne pour qualifier cette situation de "discriminatoire" et que le gouvernement réagisse en conséquence.

#### TRAFICS ET EXPLOITATION D'ENFANTS ESCLAVES

### **LE CAPITALISME C'EST AUSSI CELA**

Lors d'une récente visite à Paris, la ministre ivoirienne de la Famille, de la Femme et de l'Enfant a annoncé que quelques 100 trafiquants d'enfants ont été arrêtés en Côte d'Ivoire depuis le début de l'année 2001, et condamnés

Mali, en Guinée ou au Burkina Faso.

Elle a déclaré que son gouvernement est "déterminé" à mettre fin à ce sordide trafic "dans les plus brefs délais". Il faut croire que son gouvernement n'est pas si pressé ni si déterminé qu'elle le prétend car pour 550 enfants arrachés des mains de ces négriers bien de chez nous combien sont-ils ceux qui continuent encore d'être maltraités et exploités comme des esclaves?



Trafic d'enfants sur le  
le bateau "l'Etireno"

à des peines allant de 5 à 10 ans de prison. Au cours de la même période plus de 550 enfants auraient été arrachés des mains des trafiquants et restitués à leurs parents au

N'est-pas Gbagbo lui-même qui faisait mine de s'indigner il y a quelques mois lorsque des organisations humanitaires avaient publié des reportages et des enquêtes sur la souffrance de ces enfants très nombreux en Côte d'Ivoire dans les plantations de café et cacao entre autres ? Il disait alors que ces gens-là exagéraient et que cette affaire était mise en exergue pour "porter

atteinte à l'image de la Côte d'Ivoire". Des dirigeants du FPI n'hésitaient pas alors de dire que s'il y avait trafic d'enfants en Côte d'Ivoire en provenance du Mali, les bénéficiaires étaient les paysans "étrangers".

Certains des dirigeants occidentaux ont aussi fait mine de découvrir cette pratique et l'ont verbalement dénoncée tout en sachant que l'enrichissement de grandes firmes du chocolat et du café provient notamment du fait qu'elles importent la matière première à très bas prix au détriment des petits paysans et de ces enfants. A qui feraient-ils croire que ce que ces organisations humanitaires ont réussi à découvrir avec très peu de moyens, eux qui possèdent des ambassades, voire des officiers et tout un réseau de renseignements officiels et officieux, l'ignoraient?

De son côté, si le gouvernement de Gbagbo était vraiment soucieux de "mettre fin dans les plus brefs délais" à l'exploitation éhontée de ces enfants, ça se saurait. Car même dans la ville d'Abidjan, à commencer par les beaux quartiers, ces enfants, surtout les petites filles, sont exploités par dizaines de milliers comme bonnes à tout faire. De plus elles subissent très fréquemment toutes sortes de sévices, y compris sexuels de la part de leurs "maîtres". Rappelons tout de même que même ici en France, en plein Paris, notamment dans les milieux diplomatiques (mais pas seulement), il y a des enfants vivant ce genre de calvaire. Mais là aussi il faut à chaque fois que des associations humanitaires lèvent le voile pour que le gouvernement français fasse mine d'agir. Et encore la plupart du temps sous

prétexte qu'ils bénéficient de l'immunité diplomatique, les bourreaux ne sont même pas inquiétés.

En Côte d'Ivoire la plupart de ces enfants victimes proviennent de familles pauvres. Les parents, ne parvenant plus à les nourrir, les "donnent" en échange d'un peu d'argent, croyant parfois que de cette manière ils sortiront de la misère et seront plus à même de leur venir en aide. C'est ainsi que des trafiquants vont jusqu'à Sikasso, au Mali pour aller chercher ces enfants qu'ils amènent par convois entiers jusqu'en Côte d'Ivoire. Une enquête de journalistes a même réussi à montrer comment un grand marabout de Sikasso est impliqué dans ce trafic. Des paysans pauvres maliens lui confient leurs enfants pour qu'il leur donne un enseignement religieux. En échange, ce marabout fait travailler ces enfants en les "prêtant" à ces trafiquants pendant quelques années, moyennant finance. A la frontière, ces derniers s'arrangent avec les douaniers et autres gardes frontières complices. De nombreux riches planteurs ont recours à ces pratiques. Et la chute des prix du cacao et du café sur le marché mondial n'a fait qu'amplifier ce phénomène.

Cette exploitation du travail des enfants et tous les réseaux de trafic qui existent autour d'elle font partie du système capitaliste globalement. C'est un système profondément injuste et inhumain qui permet à une toute petite minorité de tirer profit du travail, du sang, de la sueur et de la souffrance des autres. C'est à tout ce système barbare que les travailleurs devront un jour mettre fin et non pas seulement à tel ou tel de ses aspects les plus abjects.

PROCHE-ORIENT**NON AUX MASSACRES  
DE LA POPULATION PALESTINIENNE**

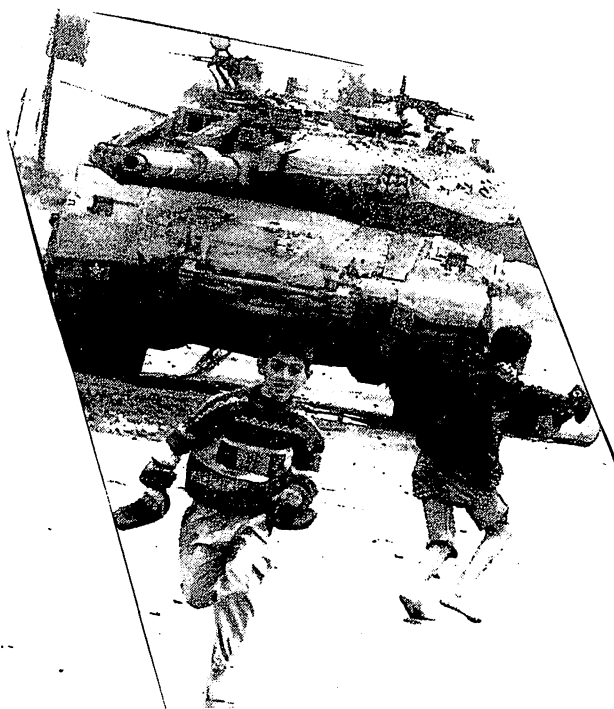
Depuis les attentats perpétrés par des éléments islamistes proches, semble-t-il, du Hamas, un mouvement armé palestinien, pour "venger" un dirigeant palestinien assassiné par l'Etat israélien, (attentats qui ont fait une trentaine de morts en Israël), c'est tous les jours que l'armée israélienne massacre la population palestinienne. Tantôt ce sont des quartiers pauvres qui sont bombardés par l'aviation israélienne, tandis que, au sol, des chars détruisent des habitations, tantôt ce sont des bâtiments officiels (écoles, hôpitaux) ou les locaux et résidence de l'OLP de Yasser Arafat qui sont pris pour cibles.

C'est un enchaînement de violences qui n'est pas prêt de se terminer. Aux attentats commis par quelques palestiniens, avec des moyens du bord, le gouvernement israélien réplique par le terrorisme d'Etat, faisant plus de morts et plus de dégâts parmi la population palestinienne. Selon des chiffres officiels, ce cycle de violences avait fait l'an dernier, mille morts (800 palestiniens et 200 israéliens).

Ainsi, des palestiniens qui ont tout perdu, parents, amis, maisons, qui n'ont donc plus rien à perdre n'hésitent pas à se jeter dans les bras des organisations nationalistes tel que le Hamas et sont prêts à donner leur vie pour venger les leurs. Ainsi, des deux côtés, la vengeance appelle la vengeance. Plus l'armée israélienne multiplie ses bombardements et incursions dans les territoires palestiniens, plus elle fabrique des terroristes côté palestinien.

C'est ainsi que, en 1993, face à l'intensification de la répression aveugle de l'armée israélienne, des tout jeunes palestiniens désespérés, avaient

décidé d'affronter cette force de



Enfants palestiniens lançant  
des pierres contre un char israélien

répression en jetant des pierres aux soldats israéliens. C'est ce que l'on a appelé l'Intifada. Cette nouvelle forme de lutte avait obligé l'Etat hébreux à s'asseoir autour d'une table pour discuter de paix avec les dirigeants palestiniens. Cette négociation avait abouti aux accords d'Oslo en 1993, consacrant la création de l'Autorité palestinienne. Mais ces accords n'ont rien réglé. Et depuis cette date, aux pierres, l'armée répond par des tirs à balles réelles semant la mort et la désolation parmi ces jeunes. Mais ils ne baissent pas les bras, aujourd'hui encore, ils continuent de lancer leurs pierres contre les chars israéliens.

Le nationalisme de l'OLP de Yasser Arafat qui a capitalisé la lutte des jeunes, ne peut mener le peuple palestinien que dans l'impasse, comme la politique de répression de Sharon mène le peuple

israélien dans une voie de voie sans issue.

Pourtant malgré la haine nourrie des deux populations, l'une envers l'autre, depuis la création de l'Etat hébreux en 1948, il est encore possible qu'elles vivent de nouveau ensemble. Pour cela il faudrait de part et d'autre une

organisation de pauvres, une organisation communiste et internationaliste qui mette en avant les seuls intérêts des travailleurs des deux camps. Ce sera peut-être difficile à construire compte tenu des rancoeurs, mais ce n'est pas impossible. C'est la seule voie de salut et d'une paix véritable entre les deux peuples.

### AFGHANISTAN

## **LA SALE GUERRE IMPERIALISTE**

Les bombardements effectués par l'aviation américaine en Afghanistan, commencés depuis le 5 octobre, pour soi-disant punir ceux qui avaient été à l'origine des attentats sur New York et Washington ou les gens qui les soutiennent, ont continué, y compris depuis la reddition du régime des talibans. Ces largages de bombes sur les villes comme sur les villages ont déjà tué énormément d'innocents. Des centaines de milliers de personnes fuyant ces bombardements ne savent plus où aller. Ils errent d'un endroit à un autre en espérant y trouver un abris contre le froid intense de l'hiver des montagnes et de quoi se nourrir. Plusieurs milliers d'entre eux sont déjà morts de fatigue et de soif.

Depuis plus de vingt ans le peuple afghan n'a pas connu une période de paix. A l'occupation de l'armée de l'ex-URSS avait succédé une dictature des "moudjahidines", soutenue par les dirigeants des pays occidentaux et se réclamant de l'islamisme le plus rétrograde. Eux-mêmes furent renversés par le régime des "talibans" se réclamant eux-aussi de l'islam et appliquant les lois barbares de la charia.

Jusqu'aux attentats du 11 septembre dernier contre les deux tours du World Trade Center, les dirigeants américains comme ceux des

puissances de seconde zone ne trouvaient rien à redire contre ce régime qui soumettait toute la population et surtout les femmes à une dictature moyenâgeuse obscurantiste. Hier encore ces gens-là étaient considérés comme des alliés des pays occidentaux lorsqu'ils leur servaient à se battre contre l'influence de l'ex-Union Soviétique. Ben Laden lui-même n'avait-il pas été formé et financé par la CIA avant de devenir l'ennemi à abattre ?

Mais les bombardements américains en Afghanistan ont fait surtout des victimes parmi les civils qui eux-mêmes subissaient la dictature des talibans. Et même si ces bombardements s'arrêtaient une fois que Bush trouvera que la "punition" est suffisante, les mines non encore explosées que les avions ont larguées par dizaines de milliers, continueront toujours à faire des victimes pendant plusieurs dizaines d'années comme c'est toujours le cas au Vietnam aujourd'hui.

L'Afghanistan qui était déjà un pays presque en ruine après ces années de guerre et de pillages des seigneurs de guerres est aujourd'hui un pays totalement détruit. Il n'y a plus rien qui fonctionne. Le peu d'hôpitaux, d'écoles, de routes ou toute autre infrastructure

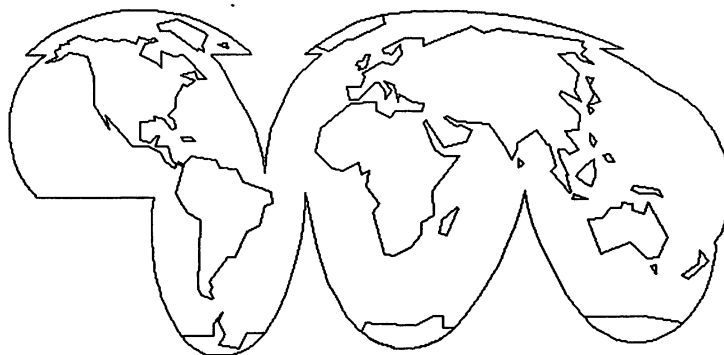
fonctionnant plutôt mal que bien, sont complètement détruits.

Les dirigeants des Etats Unis et des puissances qui les soutiennent ont trouvé des milliards de dollars pour financer cette sale guerre, pas pour aider un peuple en détresse. Un millième de tout ce qu'ils ont dépensé en matériel militaire dans la destruction de ce pays aurait peut-être suffi à réaliser des travaux importants pour faire fonctionner normalement de nombreuses infrastructures utiles ou pour en créer de nouvelles. Mais la

logique des dirigeants du monde capitaliste n'a que faire des intérêts des populations, pourvu que leurs bourgeoisies puissent piller en paix aux quatre coins du monde.

Par cette guerre criminelle, l'impérialisme américain fait payer au peuple afghan des crimes commis par ceux-là mêmes qui les oppriment. Mais il a surtout voulu faire une fois de plus la démonstration de sa puissance de feu contre tous ceux qui voudraient s'en prendre à ses intérêts et remettre en cause sa suprématie.

**TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS**



**UNISSONS-NOUS !**

## CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.